

doute de donner bonne presse au genre d'aide que fournit l'ACDI.

Ce qu'il faut considérer, ce sont les effets que l'aide fournie par les pays de l'ouest, entre autres le Canada, a eus sur le tiers monde. En examinant cette question de plus près, on s'aperçoit que, pour les vingt dernières années, cette aide a eu pour résultat de lier les pays du tiers monde si étroitement au système économique de l'ouest que, d'une façon générale, le tiers monde non communiste se trouve dans une situation qui ne cesse d'empirer.

Les effets de l'inflation ont certes été dévastateurs, mais l'inflation n'a rien de nouveau pour un grand nombre de ces pays. Au milieu des années soixante le Brésil, par exemple, a connu un taux annuel d'inflation de 45 à 60 p. 100. En fait, l'un des seuls bienfaits de la crise économique internationale actuelle est qu'elle donnera peut-être au tiers monde l'occasion de s'émanciper. Durant la période qui va de 1950 à 1973, le prix des produits exportés par le Canada a connu une hausse considérable. Par exemple, le minerai de zinc a augmenté de 350 p. 100, le nickel de 250 p. 100, le bois de 215 p. 100, le blé de 160 p. 100; par contre, parmi les produits exportés par le tiers monde, la bauxite n'a augmenté que de 76 p. 100, le sucre de 73.4 p. 100, le café de 44.2 p. 100 et le thé a baissé de 24.8 p. 100.

En outre, quand nous considérons la charge procentuelle du pouvoir d'achat véritable au regard des produits ouvrés, nous constatons dans tous les cas, sauf celui de la bauxite, une baisse réelle du pouvoir d'achat. La crise économique actuelle a forcé l'Occident à tenir au moins compte de la situation ridicule des pays du tiers monde à qui on prétendait venir en aide et qui devaient verser, en 1967, des frais de service s'établissant entre 40 et 87 p. 100 des montants bruts prêtés. Comment a-t-on pu en arriver là?

Les institutions monétaires et bancaires internationales ont vu le jour et élaboré leurs principes directeurs dans les années qui ont suivi la Seconde guerre mondiale et sont une conséquence directe de la dépression. Elles visent essentiellement à établir la suprématie économique des pays capitalistes commerçants sur les pays autres qu'occidentaux, c'est-à-dire à garder la haute main sur les ressources et les marchés. La crise économique porta un coup fatal à l'étalon-or. Après la guerre, les principales nations commerçantes, particulièrement les États-Unis qui, juste avant la crise, avaient commencé à disputer au Royaume-Uni la domination du commerce mondial, tâchèrent d'établir des institutions capables de concilier à la fois la stabilité de l'étalon-or comme taux de change et l'insistance des États nationaux à gérer leurs propres affaires économiques en vue de minimiser les dangers de crise et de chômage, c'est-à-dire d'internationaliser les principes économiques de Keynes. Le régime fut mis au point à Bretton Woods en 1944; il devait être mis en application par le FMI et on lui donna le nom de régime de parité ou de taux de change fixes mais ajustables.

L'idéologie du FMI et de son complément, la Banque mondiale, est le libéralisme économique. La force dominante fut et est encore les États-Unis. Le Canada, comme dans le cas de la duplicité qui entraîna la chute d'Allende, se contenta d'emboîter le pas, ramassant une miette du commerce international par-ci et des dollars de ses exportations par-là. Le Fonds monétaire international a pour principe de donner aux forces du marché leurs coudées franches et désapprouve toutes sortes d'interventions gouvernementales, telles le soutien des prix, le rationnement,

### Subsides

la protection des industries nationales—qui faussent, à ce qu'on prétend, les rapports de forces sur le marché libre.

Examinons quelques particularités importantes du programme dit de stabilisation du FMI: Premièrement, l'abolition ou la libéralisation des contrôles sur les devises et les importations. Deuxièmement, la mise en œuvre de programmes anti-inflationnistes internes, comportant: a) le contrôle du déficit du gouvernement grâce à la compression des dépenses, à la hausse des impôts et des prix imposés par les entreprises publiques, à l'abolition des subventions à la consommation; b) le blocage des salaires, dans la mesure des pouvoirs du gouvernement; c) la suppression des contrôles sur les prix. Troisièmement, un meilleur accueil aux investissements étrangers. Ces propos vous semblent-ils familiers, madame le président?

La politique de développement du FMI ainsi que celle des diverses banques internationales appuie l'internationalisation des économies des pays du tiers monde. Comme le capital local sert à financer les projets de sociétés internationales comme la Falconbridge, bien des pays du tiers monde ont du mal à élaborer des substituts locaux aux importations du bloc occidental, vu la pénurie de liquidités. Cela contribue à accentuer leur dépendance. Pensons seulement au Chili qui dépend énormément des importations de produits alimentaires. Il pourrait cependant avoir une productivité agricole comparable à celle de la Californie. Le Canada a aidé à empêcher le Chili de renégocier les prêts qui avaient été contractés par le gouvernement précédent. Le tort que cause cette dépendance économique empêche le développement des industries, ce qui semble naturel dans bien des pays du tiers monde.

● (2130)

On peut voir ce que l'internationalisation apporte à un pays du Tiers-Monde, lorsqu'on regarde la situation du Mozambique avant sa libération. Des milliers d'acres de terre arable servaient à la culture du café destiné à l'exportation, alors que les habitants de cette région souffraient de malnutrition. De plus, l'industrie agricole a apporté un son de cloche différent lors de la conférence sur l'alimentation. Les grandes exploitations agricoles ont soutenu à la conférence qu'elles pouvaient subvenir aux besoins du Tiers-Monde. Nombre des produits qu'elles peuvent fournir proviendront de l'Ouest, épuisant ainsi les devises étrangères de valeur et empêchant la mise au point de substituts locaux aux produits importés. En outre, pour payer ces importations, les pays doivent accumuler des réserves de devises étrangères. Pour ce faire, ils doivent encourager les exportations de produits de la terre et autres produits bruts contre des devises, bien souvent aux dépens de la population qui est mal nourrie. Cependant, malgré le sacrifice de la malnutrition, les gains provenant des exportations semblent ne jamais égaler la valeur des importations des pays occidentaux nécessaires à la bonne marche du genre d'économie que les pays comme le Canada approuvent.

Comme si cela ne suffisait pas, deux autres facteurs, liés entre eux toutefois, accentuent les problèmes du Tiers-Monde. Le premier, c'est que la mainmise étrangère sans cesse croissante des multinationales va de pair avec la libéralisation des importations et le contrôle des devises. En second lieu, le rôle de l'aide dans l'économie des pays du tiers monde vise nettement à maintenir le tiers monde dans l'asservissement. Les conseils donnés aux institutions financières occidentales où le Canada siège aux conseils d'administration, sont nettement de nature déflationniste. La libéralisation des contrôles sur les devises et les